



L'accord sur les migrants, conclu en 2016 entre la Turquie et l'UE, est la cause de la destruction des îles grecques

Par [Sonja van den Ende](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2020

[OneWorld](#) 26 février 2020

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

L'afflux de migrants vers les îles grecques, considérés par l'UE comme des réfugiés, rend la vie impossible aux habitants grecs natifs. Les îles les plus affectées sont : Lesbos, Samos, Chios, Kos, Kalimnos, Rhodes, Simi, Agthonisi et Leros : il s'agit des îles proches de la Grèce continentale et peu éloignées de la Turquie, dans ce que l'on appelle l'archipel du Dodécanèse. Ces îles sont surpeuplées de toutes sortes de migrants provenant d'Afghanistan, de Syrie, d'Irak et d'ailleurs. Ces pays d'origine sont ceux où l'UE, en coopération avec la Turquie et les États-Unis, soutient le terrorisme ainsi que les guerres cruelles menées contre la population, appelées guerres civiles par ces États.

Un récent [documentaire](#), diffusé à la télévision hollandaise, montre que la situation explosive que subissent les îles grecques est voué à exploser, de nouveaux migrants étant attendus en 2020. Le gouvernement grec prédit l'arrivée de 100 000 personnes supplémentaires depuis la Turquie en 2020. Pourquoi un tel nouvel afflux de migrants? La Syrie est quasiment libérée, mais les guerres en Afghanistan et en Irak se poursuivent, bien qu'elles aient déjà duré presque 20 ans, depuis la décision initiale des États-Unis et de l'OTAN d'envahir et de détruire ces pays. La raison vient de Turquie, qui a conclu un accord avec l'UE pour mettre fin à l'afflux de migrants passant par son sol. Il y a quatre ans, l'UE et la Turquie avaient signé [un accord de migration](#) (en 2016). Alors que les « dernières frappes » étasuniennes tombaient sur la Syrie, les pays européens choisirent des stratégies différentes pour gérer leurs « djihadistes » nationaux. La Turquie héberge actuellement la population de réfugiés la plus vaste du monde, et se voit régulièrement braquée sous les projecteurs quand le sujet des migrations vers l'UE est évoqué. Ce pays joue incontestablement un rôle clé dans l'affaire, du fait de son positionnement géographique entre l'Europe d'une part, et le Sud et l'Est d'autre part. Le plus gros des 3,9 millions de réfugiés proviennent de pays soit ravagés par la guerre, soit disposant d'États fragiles au Moyen-Orient ou dans ses abords. Cette vaste population est très majoritairement constituée de 3,6 millions de Syriens. On compte également 170 000 réfugiés en provenance d'Afghanistan, 142 000 en provenance d'Irak, 39 000 en provenance d'Iran, 5 700 en provenance de Somalie, et un millier en provenance d'autres pays non connus.



Un examen de la situation révèle qu'en cas de décomposition de cet accord, chose qui s'est produite récemment, c'est la Turquie qui détient la clé de l'accord de migration avec l'UE. Souvenez-vous, l'ensemble des dirigeants de l'UE s'étaient rendus en Grèce et en Turquie en 2015 pour devenir les amis « proches » du président Erdogan. Mais comme le savent de nombreuses personnes, Erdogan, ou pour le coup, le gouvernement turc, ne constitue pas un partenaire fiable : on ne peut pas leur faire confiance. La situation est en cours de dénouement à Idlib, en Syrie, et Erdogan a tourné le dos à la Russie pour refaire « ami-ami » avec l'UE, les États-Unis et l'OTAN, mais il ne s'agit pas là d'une réelle amitié géopolitique. Il a décidé de vider al-Hawl, le plus grand camp de réfugiés de Turquie, et de laisser ses occupants partir pour l'Europe.

Outre les difficultés économiques et sociales que connaissent la Syrie et les autres pays dévastés par la guerre, deux problèmes imminents peuvent également transiter par la Turquie. Le premier touche aux citoyens de l'UE qui sont des combattants d'« État Islamique et d'autres groupes terroristes ». Alors que la défaite totale approche pour ces groupes à Idlib, il faut s'attendre à ce qu'environ 5 000 combattants essayent de rentrer en Europe en passant par la Turquie. Et nombreux parmi eux sont ceux qui séjournent actuellement dans [le camp d'al-Hawl](#). N'oublions pas leurs femmes et enfants également présents dans le même camp, qui portera leur nombre à quelque chose comme 10 000 ou plus.

Pour en revenir aux îles grecques, une catastrophe s'y déroule depuis 2015. Plus d'un million de migrants ont mis le pied sur les îles, et ce nombre va encore augmenter cette année, de 100 000 ou plus. Les îles grecques sont [méconnaissables](#), et la culture exceptionnelle de la Grèce est en train de disparaître. C'est comme si une guerre se déroulait, les natifs grecs ont perdu leurs revenus, les touristes ne viennent plus, les migrants volent leurs olives, leur bois, commettent des pillages et des cambriolages, et les femmes ne sont plus en sûreté. Les migrants vivent dans des conditions terribles, des ghettos à l'indienne amènent toutes sortes de maladies, des infections de poux et de gale, ce qui n'est pas une bonne nouvelle avec l'arrivée du Coronavirus. L'Europe se retrouve en

partie au Moyen Âge, certains la décrivent comme un continent perdu, et cela s'applique pleinement aux îles grecques. L'Europe de l'Ouest est infectée de djihadistes, d'attaques terroristes et connaît la montée de néo-nazis grâce aux [politiques de frontières ouvertes](#) de l'Union européenne et les ONG financées par Soros. Il n'y a pas de retour en arrière : la boîte de Pandore est ouverte, et elle est très difficile à refermer.

Les possibilités

La crise géopolitique syrienne se poursuivant, avec la Turquie qui soutient les groupes djihadistes et vide les camps de réfugiés, l'Union européenne dispose de trois alternatives :

Une alternative est de s'engager en faveur du bien-être de millions de Syriens. L'UE dispose de toutes les ressources nécessaires pour se montrer plus active en la matière et contribuer à une solution durable en Syrie. Il est d'une importance vitale de mettre en œuvre une politique syrienne qui fonctionne, avec un focus sur la paix, tout en refusant toute aide aux djihadistes, que l'on continue ici d'appeler des *rebelles*. Le bon moment est également venu de faire preuve de solidarité avec le peuple syrien en levant les sanctions et en indemnisant les dégâts que l'UE a infligé à la République arabe syrienne.

Faute d'un tel engagement, l'UE va se retrouver face à une seconde alternative fort différente : convaincre le gouvernement turc, Erdogan, de s'assurer que les réfugiés restent en Turquie, et d'arrêter de se battre contre la Syrie, qui constitue un État souverain. Si les membres de l'UE ne s'intéressent qu'à s'isoler de la crise syrienne et à conserver l'afflux de réfugiés en Europe aussi bas que possible, alors ils vont devoir céder encore plus d'influence au gouvernement turc. Dans un tel cas, l'UE ferait bien de se préparer à verser plus d'argent, à mettre fin à la politique syrienne de la Turquie, et peut-être à accorder plus de concessions, selon la manière dont la Turquie jouera le jeu.

La troisième alternative constituerait simplement à prendre le risque d'un nouvel afflux migratoire incontrôlé, cette fois-ci intégrant des milliers d'anciens combattants d'État islamique et d'autres groupes. Le choix qui s'offre à l'Europe [*à l'Union européenne, plutôt, NdT*] est celui de mettre, ou pas, un coup d'arrêt à la destruction de la civilisation européenne.

Sonja van den Ende

Article original en anglais : [The Turkish Migrant Deal With Europe Brought Destruction To the Greek Islands](#), OneWorld, le 26 février 2020.

Traduit par José Martí, relu par Kira pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [OneWorld](#)
Copyright © [Sonja van den Ende](#), [OneWorld](#), 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca